

21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 19:39 5-03-82 000043561 - 000050703

NR. 42781-SG/BERL 12/106

TELEX HEBDOMADAIME NR 75 DU 5.3.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

VISITE DE M. MAUROY A LA COMMISSION

REPONDANT A L'INVITATION DU PRESIDENT THORN, M. PIERRE MAUROY, PREMIER MINISTRE DU GOUVERNEMENT FRANCAIS, ACCOMPAGNE DE M. CHANDERNAGOR, MINISTRE DELEGUE CHARGE DES AFFAIRES EUROPEENNES A RENDU UNE VISITE OFFICIELLE CE MATIN A LA COMMISSION.

LE PREMIER MINISTRE FRANCAIS A EU UN TETE A TETE AVEC LE PRESIDENT THORN ET A PARTICIPE ENSUITE A UNE SEANCE DE TRAVAIL DU COLLEGE.

CETTE "PREMIERE" A PERMIS A M. MAUROY D'EVOQUER AVEC LA COMMISSION L'AVENIR DE LA COMMUNAUTE ET D'AVOIR UN ECHANGE DE VUES APPROFONDI SUR LES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT FRANCAIS.

A L'ISSUE DE LA REUNION, MM. THORN ET MAUROY ONT EVOQUE DEVANT LA PRESSE LES SUJETS SUIVANTS :

- SUR L'AVENIR DE LA COMMUNAUTE. POUR LE PRESIDENT THORN, IL FAUT "PLUS D'EUROPE" ET M. MAUROY ESTIME QU'IL FAUT DEVELOPPER DE NOUVELLES POLITIQUES COMMUNES.
- LE GOUVERNEMENT FRANCAIS, QUI A PRESENTE EN OCTOBRE 1981 UN MEMORANDUM "POUR LA RELANCE DES POLITIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES, ENTEND MULTIPLIER LES INITIATIVES COMMUNES AVEC L'APPUI DE LA COMMISSION.
- LA FRANCE ATTACHE LE PLUS GRAND PRIX A LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE, PARTICULIEREMENT CHEZ LES JEUNES, A LA FORMATION DE CES DERNIERS ET ENTEND DEVELOPPER UNE POLITIQUE "VOLONTARISTE" EN MATIERE INDUSTRIELLE, DE RECHERCHE ET DANS LE DEVELOPPEMENT D'UNE POLITIQUE MEDITERRANEENNE.

2. QUESTIONS INTERIEURES

2.1 QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL RELATIVE A LA SITUATION ECONOMIQUE DANS LA COMMUNAUTE, CONFORMEMENT A LA

1	RK-RS
TR.	N° 3
I.S.	-
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D.	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	MB
	G.C.

432

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Comm

DECISION DU 18 FEVR 1974 RELATIVE A LA REALI ION D'UN DE-
GRE ELEVE DE CONVERG...CE DES POLITIQUES ECONOMI...S DES ETATS
MEMBRES.

LA COMMUNICATION COMPORTE UNE ANALYSE DES TENDANCES, DES POLI-
TIQUES ECONOMIQUES ET DES MESURES A PRENDRE AFIN D'AIDER LA
REPRISE.

LA REPRISE EN EUROPE RESTE INCERTAINE, CONTRARIEE PAR LE NIVEAU
ELEVE DES TAUX D'INTERET, LE CHOMAGE S'AGGRAVE A UN RYTHME RA-
PIDE. EN REVANCHE, LA BALANCE DES PAIEMENTS S'AMELIORE. (LA
COMMISSION PREVOIT UN TAUX DE CROISSANCE DE 1.5 0/0 EM 1982,
CONTRE MOINS 0.5 EN 1981 ET UNE INFLATION DE 10.6 0/0 CONTRE
11.4).

L'AMELIORATION DU SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN, EN PARTICULIER
L'EXTENSION DU ROLE DE L'ECU DANS LES TRANSACTIONS PRIVEES ET
OFFICIELLES, EST INDISPENSABLE POUR RECONSTITUER UN ENVIRONNE-
MENT MONETAIRE INTERNATIONAL MIEUX EQUILIBRE ET PLUS SUR.

LES PERSPECTIVES POUR 1982 SONT TOUJOURS SOMBRES. UN ECHEC DE
LA REPRISE EN EUROPE EXIGERAIT UNE REVISION RADICALE DE LA POLI-
TIQUE MONETAIRE EUROPEENNE A L'EGARD DES ETATS-UNIS, DU DOSAGE
DES OPTIONS POLITIQUES EN EUROPE MEME ET, ENFIN, DE L'EQUILIBRE
GENERAL DES POLITIQUES MONETAIRE, BUDGETAIRE ET COMMERCIALE
DANS LE MONDE INDUSTRIALISE.

2.2 ACIER

LA COMMISSION A ETE SAISIE D'UNE COMMUNICATION DE M. DAVIGNON
DESTINEE A L'INFORMATION DU COMITE CONSULTATIF QUI DRESSE UN
APERCU DE L'EVOLUTION DE L'INDUSTRIE ET DU MARCHE DE L'ACIER
DANS LA COMMUNAUTE EN 1981. LA PRODUCTION A ETE STABLE A UN
NIVEAU LEGEREMENT INFERIEUR A CELUI DE 1980. EN DEPIT D'UNE
LEGERE REPRISE, LES NIVEAUX D'EXPORTATION RESTENT INFERIEURS A
CEUX DE 1978-79 ET LES IMPORTATIONS SONT TOMBEES DE 11.5 MIO.
T. EN 1980 A 8 MIO. T. EN 1981. L'AMELIORATION DES PRIX INTE-
RIEURS DOIT ETRE ENCORE POURSUIVIE. ENFIN, LES PERTES NETTES
D'EMPLOI S'ELEVENT A 48 400.

LA COMMISSION A ADOPTE EN PREMIERE LECTURE LE PROGRAMME PREVI-
SIONNEL ACIER POUR LE DEUXIEME TRIMESTRE. LES PERSPECTIVES
ECONOMIQUES NE PERMETTANT PAS ENCORE D'ENVISAGER UN ACCROISSE-

MENT DE LA PRODUCTION, LA COMMISSION FIXE LE VOLUME AU MEME
NIVEAU QU'AU DERNIER TRIMESTRE DE 1981. CORRELATIVEMENT, ELLE A
EXAMINE LES TAUX D'ABATTEMENT PAR RAPPORT A LA PRODUCTION DE
REFERENCE QUI PERMETTRONT DE FIXER LES QUOTAS ALHØUES A CHAQUE
ENTREPRISE POUR LES PRODUITS QUI FONT L'OBJET DE LIMITATION
VOLONTAIRE OU REGLEMENTAIRE. LES TAUX CONCERNANT LES PRODUITS
QUI FONT L'OBJET DE LIMITATION REGLEMENTAIRE SERONT DEFINITIVE-
MENT ADOPTES LE 5 MARS

2.3 AGRICULTURE

LA COMMISSION A ADOPTE PLUSIEURS TEXTES QUI COMPLETENT SES PRO-
POSITIONS DE PRIX. L'UN VISE LES MESURES AU BENEFICE DES PETITS
PRODUCTEURS DE LAIT, DONT LE PRINCIPE AVAIT ETE ARRETE PENDANT
LES TRAVAUX SUR LE MANDAT DU 30 MAI. LA COMMISSION PROPOSE QUE
POUR LES 60.000 PREMIERS LITRES DE LA PRODUCTION LAITIERE, LA
TAXE DE CO-RESPONSABILITE SOIT REDUITE DE 2,5 0/0 A 1,5 0/0.

LA COMMISSION A EGALMENT ADOPTE UN RAPPORT AU CONSEIL SUR L'IMPACT QUE LES TAUX D'INFLATION ELEVES DANS CERTAINS DES PAYS MEMBRES ONT PU AVOIR SUR LE REVENU DES AGRICULTEURS. LA COMMISSION CONSTATE QUE SUR UNE PERIODE ASSEZ LONGUE CES EFFETS SONT CORRIGES DE FACON A PEU PRES SATISFAISANTE. DES DIFFICULTES PEUVENT TOUTEFOIS SE PRESENTER A COURT TERME. CELA JUSTIFIE DES REFLEXIONS ULTERIEURES DE LA COMMISSION SUR LES MESURES ENVISAGEABLES.

2.4 CONSEIL 'RECHERCHE' (8 MARS)

LE CONSEIL TRAITERA NOTAMMENT DE :

- PROGRAMME DE RECHERCHE 'MATIERES PREMIERES',
- FUSION : PROGRAMME DE RECHERCHE 1982-1986 ET COOPERATION INTERNATIONALE,
- STRATEGIE COMMUNAUTAIRE DE R ET D : PROGRAMME CADRE ET STIMULATION DU POTENTIEL COMMUNAUTAIRE.

2.5 CONSEIL 'ENERGIE' (16 MARS)

LE CRP POURSUIT ACTIVEMENT LA PREPARATION DU CONSEIL 'ENERGIE' DONT L'ORDRE DU JOUR COMPORTERA ESSENTIELLEMENT :

- ENCOURAGEMENT AUX INVESTISSEMENTS DANS LE DOMAINE DE L'UTILISATION PATIONNELLE DE L'ENERGIE,
- VOLET NUCLEAIRE, NOTAMMENT SUR LES ASPECTS MACRO-ECONOMIQUES DE LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION (CONTRIBUTION DU NUCLEAIRE AU BILAN ENERGETIQUE),
- LE ROLE DU CHARBON DANS LA STRATEGIE ENERGETIQUE COMMUNAUTAIRE (LA COMMISSION VIENT D'APPROUVER UNE COMMUNICATION SUR LE MARCHE CHARBONNIER DE LA COMMUNAUTE EN 1981 ET SES PERSPEC-

TIVES POUR 1982),

- L'APPROVISIONNEMENT EN GAZ NATUREL, AINSI QUE EVENTUELLEMENT LA POLITIQUE ET LA TRANSPARENCE DES PRIX DE L'ENERGIE ET UNE COMMUNICATION DE LA COMMISSION SUR LE RAFFINAGE DANS LA COMMUNAUTE.

3. ELARGISSEMENT

3.1 ESPAGNE

ON 26 FEBRUARY AT THE 18 TH SESSION AT DEPUTY LEVEL THE COMMUNITY SUBMITTED DECLARATIONS ON CAPITAL MOVEMENTS, ECONOMIC AND FINANCIAL QUESTIONS, HARMONIZATION OF LEGISLATION (LEAD IN PETROL -PATENTS), PREPARATION OF 10TH MINISTERIAL MEETING.

SPANISH DELEGATIONS WERE ON CUSTOMS UNION (INDUSTRIAL SECTOR), REGIONAL POLICY, RIGHT OF ESTABLISHMENT AND FREEDOM TO PROVIDE SERVICES, CAPITAL MOVEMENTS AND HARMONIZATION OF LEGISLATION.

MR BAYON, SPANISH MINISTER FOR INDUSTRY CONFERRED ON 19 FEBRUARY WITH MR NATALI AND MR DAVIGNON. THE TALKS CENTRED AROUND THE INDUSTRY IN GENERAL AND STEEL IN PARTICULAR.

4. RELATIONS EXTERI ES

4.1 POLOGNE-URSS

LE CRP DOIT FINALISER CE JOUR LE TEXTE DES REGLEMENTS DESTINES A DONNER SUITE A LA DECISION POLITIQUE DU CONSEIL DU 23 FEVRIER SUR LES RESTRICTIONS COMMERCIALES A APPORTER AUX IMPORTATIONS EN PROVENANCE D'URSS. LES RESTRICTIONS PORTERONT SUR UN VOLUME DE COMMERCE REPRESENTANT ENVIRON LA MOITIE DU VOLUME VISE PAR LES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION (NOTRE PRECEDENT TELEX) ET COMPORTERONT DES ABATTEMENTS DE 50 0/0 SUR LES PRODUITS CONTINGENTES ET DE 25 0/0 SUR LES PRODUITS LIBERES.

4.2 NORVEGE

V.P. DAVIGNON IS VISITING NORWAY 4 MARCH. MAIN PURPOSE IS TO DISCUSS ENERGY MATTERS WITH NORWAY'S MINISTER FOR ENERGY AND PETROLEUM, MR. HVEDING, BUT HE WILL ALSO MEET THE MINISTERS FOR INDUSTRY - MR. BRATZ - ANP FOR FOREIGN AFFAIRS T MR. STRAY. MR. DAVIGNON WILL LUNCH WITH AND ADDRESS THE WORWEGIAN INDUSTRY FEDERATION.

4.3 NEW ZEALAND

PRESIDENT THORN VISITED NEW ZEALAND BETWEEN 22 AND 25 FEBRUARY, FOR DISCUSSIONS WITH THE PRIME MINISTER, MR. MULDOON AND OTHER MINISTERS AND LEADING FIGURES. THE DISCUSSIONS WERE PRECEDED BY CONSULTATIONS WITH OFFICIALS LED BY SIR ROY DENNAM ON THE EC SIDE. THE NEW ZEALAND SIDE STRESSED THEIR SPECIAL INTEREST IN CONTINUED ACCESS TO THE COMMUNITY MARKETS FOR BUTTER (THE TONNAGE FOR 1983 IS TO BE DECIDED BEFORE THE END OF THIS YEAR) AND LAMB PRODUCTS. AS REGARDS THE POSSIBILITY OF A LONG-TERM ARRANGEMENT WITH THE EC (AN IDEA ALREADY PERSONALLY SUGGESTED BY MR. MULDOON TO EUROPEAN LEADERS) THE PRESIDENT DREW ATTENTION TO THE DIFFICULTIES INVOLVED IN THIS PROPOSAL. RELATIONS BETWEEN NEW ZEALAND AND THE COMMUNITY HAD GENERALLY WORKED WELL. COOPERATION IN VARIOUS AREAS (E.G. IN DEVELOPMENT AID IN THE SOUTH PACIFIC) SHOULD BE STRENGTHENED FURTHER, AS PART OF EFFORTS TO REINFORCE EC-NEW ZEALAND TIES.

4.4 AUSTRALIA

PRESIDENT THORN VISITED AUSTRALIA BETWEEN 25 AND 28 FEBRUARY. HE HAD A SERIES OF INTENSIVE TALKS WITH THE PRIME MINISTER, MR. FRASER, THE DEPUTY PRIME MINISTER, PR. ANTHONY, AND OTHERS COVERING CURRETT INTERNATIONAL ISSUES AS WELL AS MATTERS OF BILATERAL CONCERN. MR. THORN DREW ATTENTION TO THE ECONOMIC DIFFICULTIES IN EUROPE AND THE COMMISSION'S PROPOSALS RELATING TO THE MAY MANDATE AND ADOPTATION OF THE CAP. AUSTRALIAN MINISTERS STRESSED THEIR PREOCCUPATIONS OVER THE CAP AND ITS EFFECTS ON WORLD MARKETS, AND CRITICISED EC TEXTILE AND STEEL POLICIES.

PRESIDENT THORN REFERRED TO THE DIFFICULTIES OF EC FIRMS CAUSED BY AUSTRALIAN PROTECTIONIST MEASURES (CARS, FOOTWEAR, TEXTILES AND CLOTHING). MORE WIDELY, THERE WAS A GREAT POSSIBILITY TO EXPAND COMPLEMENTARY TRADE AND INDUSTRIAL TIES BETWEEN EUROPE AND AUSTRALIA AS AUSTRALIA'S MINERAL RESOURCES WERE FURTHER DEVELOPED.

THE VISIT WAS SUCCESSFUL IN UNDERLINING THE IMPORTANCE THE EC ATTACHES TO ITS RELATIONS WITH AUSTRALIA, A MAJOR MEMBER OF THE WESTERN ALLIANCE, DESPITE THE SHARP DIFFICULTIES THAT HAVE SO FREQUENTLY MADE THEMSELVES FELT. CONTACTS HAD BEEN ESTABLISHED WHICH SHOULD REDUCE SOME OF THE DIFFICULTIES IN FUTURE.

4.5 GUINEE

UNE DELEGATION MINISTERIELLE DE GUINEE S'EST RENDUE EN VISITE OFFICIELLE AUPRES DE LA COMMISSION DU 25 FEVRIER AU 1ER MARS. DES ENTRETIENS ONT EU LIEU AVEC MM. DAVIGNON, ORTOLO ET PISANI. LES DISCUSSIONS ONT PORTE SUR DIFFERENTS ASPECTS DU DEVELOPPEMENT MINIER, ENERGETIQUE, RURAL ET SOCIAL ET FAISAIENT SUITE A LA VISITE A LA FIN DE 1981 DE M. PISANI A CONAKRY.

LA DELEGATION MINISTERIELLE A EGALEMENT RENDU VISITE A LA BANGUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT A LUXEMBOURG.

LES GUINEENS AVAIENT A COEUR DE SENSIBILISER LA COMMUNAUTE SUR L'IMPORTANCE DES PROJETS MINIER ET ENERGETIQUES EN GUINEE, EN PARTICULIER LE PROJET D'EXPLOITATION DE FER DE MIFERGUI-MONT NIMBA ET LE PROJET INTEGRE DE BARRAGES ET D'USINE D'ALUMINIUM DU KONKOURE.

AU SUJET DU PROJET DU KONKOURE, LA COMMISSION A RAPPELE QU'UNE ETUDE FINANCEE CONJOINTEMENT PAR LE FED ET LA BEI EST EN COURS. EN ATTENDANT, LA COMMISSION S'EFFORCERA DE SENSIBILISER LES ALUMINIERS EN ORGANISANT PROCHAINEMENT UNE REUNION DE CEUX-CI SUR UN THEME DU PROJET.

4.6 EXPORTATIONS AGRICOLES VERS LES PAYS DE L'EST

LA COMMISSION DOIT ETRE SAISIE AUJOURD'HUI D'UN DOCUMENT D'ENSEMBLE DE M. DALSGER SUR L'EVOLUTION RECENTE DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES VERS LES PAYS DE L'EST. ELLE SERA AINSI EN MESURE DE JUSTIFIER SA GESTION AU COURS DE L'EMBARGO SUR LES VENTES A L'URSS DE CEREALES ET DE BEURRE EN 1980/81 ET REPENDRE, DEVANT LA PRESSE ET LE PARLEMENT, AUX QUESTIONS SOULEVEES DANS LE RAPPORT DE M. AIGNER SUR LEQUEL UN VOTE EST ATTENDU LORS DE LA PROCHAINE SESSION.

4.7 REUNION INFORMELLE DES MINISTRES DU DEVELOPPEMENT (2 MARS)

LES MINISTRES ONT EU DES ECHANGES DE VUES SUR LES THEMES SUIVANTS :

ETAT DU DIALOGUE NORD-SUD

LA COMMUNAUTE RESTE FERMEMENT ATTACHEE AU PRINCIPE DES NEGOCIATIONS GLOBALES. PLUSIEURS MINISTRES SOUHAITENT VOIR LA COMMUNAUTE JOUER UN ROLE ACTIF DANS LE RAPPROCHEMENT DES POSITIONS ENTRE LES ETATS UNIS ET LES 77.

LA COMMUNAUTE NE SOUHAITE PAS DONNER LE SENTIMENT QUE L'ON POURRAIT ENVISAGER DES ALTERNATIVES AUX NEGOCIATIONS GLOBALES, SURTOUT SI ELLES DEVAIENT IMPLIQUER LE RISQUE D'UN ISOLEMENT ACCRU DES ETATS UNIS DANS LES INSTITUTIONS MULTILATERALES.

L'ECHANGE DE VUES A PORTE ESSENTIELLEMENT SUR LES REPERCUSSIONS POSSIBLES DES TRAVAUX EN COURS DANS LE CADRE DU MANDAT DU 30 MAI : CONTRAINTE BUDGETAIRE, REFORME DE LA PAC, COHERENCE DES POLITIQUES INTERNES ET EXTERNES...

MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION "FAIM DANS LE MONDE"

LE CONSEIL A DONNE UNE NETTE IMPULSION AUX TRAVAUX DES GROUPES QUI PREPARENT LA MISE EN OEUVRE ET LES PREMIERES MODALITES D'APPLICATION DU PLAN ADOPTE LE 3 NOVEMBRE 1981. LES DECISIONS DEVRAIENT INTERVENIR DANS LE CONSEIL "DEVELOPPEMENT" LE 15 JUIN. UNE PROCEDURE POUR LA MISE AU POINT DES METHODES ET L'APPROCHE DES PAYS QUI METTENT EN OEUVRE UNE STRATEGIE ALIMENTAIRE NATIONALE A ETE ARRETEE.

LA CONFERENCE DE PARIS SUR LES PMA

L'ECHANGE DE VUES A PORTE ESSENTIELLEMENT SUR LA POSSIBILITE D'APPORTER AUX PMA QUI NE SONT PAS PARTIES A LA CONVENTION DE LOME HES MODALITES DE STABILISATION DES RECETTES D'EXPORTATION INSPIREES DU STABEX.

LA COMMUNAUTE S'ETANT ENGAGEE A FAIRE PART DE SES CONCLUSIONS A L'OCCASION DE LA 6EME CNUCED (MAI-JUIN 1983), LE CONSEIL ATTEND DE LA COMMISSION DES PROPOSITIONS A FET EFFET EN TEMPS UTILE, POUR QUE LA POSITION COMMUNAUTAIRE PUISSE ETRE FINALISEE QUELQUES MOIS AVANT LA CONFERENCE.

4.8 AIDE ALIMENTAIRE

LE CRP A MARQUE SON ACCORD SUR LA REPARTITION ENTRE LES ETATS OU ORGANISMES BENEFICIAIRES DES PROGRAMMES NON LITIGIEUX POUR 1982 :

- CEREALES : 927 663 T.
- LAIT ECREME EN POUDRE : 150 000 T.
- BUTTEROIL : 45 000 T.

(LA COMMISSION S'EFFORCERA D'AMELIORER L'INFORMATION DES ETATS MEMBRES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DES PAYS BENEFICIAIRES ET DE FAIRE PORTER D'AVANTAGE, A TERME, LES EFFORTS SUR LES PAYS LES PLUS DEMUNIS).

LE CRP CONTINUERA DE RECHERCHER UNE SOLUTION POUR LES QUANTITES SUPPLEMENTAIRES DE CEREALES QUI FONT L'OBJET D'UN LITIGE ENTRE LE CONSEIL ET LE PARLEMENT AU TITRE DU BUDGET 1982, SOIT 160 000 TONNES.

PAR AILLEURS, CONSEIL ET PARLEMENT ONT ENTAME LA SEMAINE DERNIERE LA PROCEDURE DE CONCERTATION SUR LE REGLEMENT-CADRE AIDE ALIMENTAIRE.

5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

DEPART DE M. O'KENNEDY

LA COMMISSION A PRIS CONGE DE M. MICHAEL O'KENNEDY QUI, ELU AU DAIL IRLANDAIS, VA QUITTER LA COMMISSION POUR PRENDRE SON MANDAT DE DEPUTE AU DEBUT DE LA SEMAIME PROCHAINE. LE PRESIDENT THORN A EXPRIME LA GRATITUDE DE SES COLLEGUES A M. O'KENNEDY. M. O'KENNEDY A SOULIGNE SA CONVICTION DU ROLE IRREMPLE-CABLE QU'UN ORGANE POLITIQUE INDEPENDANT COMME LA COMMISSION AVAIT A JOUER PANS L'INTEGRATION EUROPEENNE.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

*
EURCOM WSH

21877 COMEU B V